

**Comité d'experts sur la liberté d'expression  
et les technologies numériques (MSI-DIG)**



**MSI-DIG(2020)03  
17 septembre 2020**

**1<sup>ère</sup> réunion, 15-16 septembre 2020  
Online meeting via KUDO**

### **Rapport de réunion**

1. Patrick Penninckx, chef du Service de la société de l'information du Conseil de l'Europe, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres et aux participants, soulignant la grande importance que le Conseil de l'Europe accorde aux travaux des comités d'experts, en particulier dans le domaine, en mutation rapide, des technologies numériques. Il précise en outre qu'il a malheureusement fallu, dans le cadre des travaux intergouvernementaux du présent biennium, adapter le calendrier habituel des réunions en raison de la pandémie de covid-19 pour ne tenir qu'une première réunion plénière en septembre 2020 (dont l'ordre du jour est reproduit à l'annexe 1). Il remercie les membres du MSI-DIG et les rapporteurs du travail impressionnant qu'ils ont accompli en vue d'exécuter le mandat du groupe. Artemiza Chisca, chef de la Division média et internet, souhaite la bienvenue aux membres et aux participants et donne des informations sur le Comité directeur sur les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe ([CDMSI](#)), dont le MSI-DIG est un organe subsidiaire, et sur ses activités et ses priorités pendant le biennium en cours et au-delà. Charlotte Altenhöner-Dion, Secrétaire du MSI-DIG, présente les principaux objectifs des travaux normatifs du Conseil de l'Europe ainsi que les méthodes de travail des comités d'experts conformément à la Résolution [CM/Res\(2011\)24](#). Elle donne aussi certaines informations sur le mandat et les résultats attendus du MSI-DIG. Les membres de ce dernier se présentent et donnent un premier avis sur les principaux défis que le Comité doit relever en ce qui concerne les incidences des technologies numériques sur la liberté d'expression.

2. Étant donné qu'une seule candidature à chaque fonction est proposée, le MSI-DIG élit à l'unanimité Mme Natali Helberger (Pays-Bas) présidente et M. Viktors Makarovs (Lettonie) vice-président. M. Michael Kogler (Autriche) est par ailleurs nommé rapporteur pour l'égalité de genre.

3. La liste des participants ayant confirmé leur présence fait l'objet de l'annexe 2. Sur les 52 participants ayant confirmé leur présence, on compte 27 femmes (52 %) et 25 hommes (48 %).

4. Le MSI-DIG prend note de son [mandat](#) et de la [Résolution CM/Res\(2011\)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail](#). Il examine la forme et la portée des résultats attendus d'ici à la fin de son mandat en décembre 2021, d'après les avant-projets établis par les rapporteurs.

### Conclusions et décisions

5. Pour ce qui est du projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de modération des contenus, le MSI-DIG se félicite de l'avant-projet établi par le rapporteur, Joe McNamee, dont il salue l'état d'avancement et la pertinence au regard du débat en cours sur la politique à mener en ce qui concerne la modération des contenus dans les États membres et au niveau de l'UE. Les experts considèrent que les orientations données devraient être aussi concrètes que possible, tout en faisant observer que l'idée, conformément au mandat, est d'expliquer le contexte d'un défi complexe en rappelant les circonstances et de mieux identifier les problèmes plutôt que de produire des lignes directrices. Il est en outre suggéré de préciser que l'expression « modération des contenus » comprend des opérations de conservation et d'amplification/minimisation allant au-delà de la suppression, et d'étendre les renvois aux problèmes de respect de la vie privée que pose la modération des contenus. Le caractère exceptionnel de la réglementation des contenus, qu'il n'est pas facile de comparer à d'autres formes d'autorégulation ou de corégulation, devrait être accentué tout comme les difficultés inhérentes à l'échelle. La note d'orientation devrait clairement s'appuyer sur les travaux normatifs antérieurs du Conseil de l'Europe, en s'inspirant aussi de travaux connexes d'autres organisations internationales. Il est aussi suggéré de renvoyer au rôle et aux droits des responsables de la modération des contenus, de mieux tenir compte de l'expérience acquise en matière d'outils automatisés, d'aborder plus en détail les solutions décentralisées et d'envisager également d'autres modes de modération de contenus, y compris de la sphère des médias professionnels.

6. Le MSI-DIG prend note avec satisfaction de l'avant-projet de recommandation sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression, élaboré par les rapporteurs, Alexandra Borchardt et Cristian Vaccari, en se félicitant de son état d'avancement et de sa forme et du fait qu'il traite déjà de la plupart des questions figurant dans les lignes directrices. Il suggère d'envisager l'ajout d'une sous-partie sur les caractéristiques de conception des technologies numériques ainsi qu'éventuellement des dispositions sur les droits/responsabilités découlant de l'utilisation des technologies numériques. Le sens du mot « régulation » devrait être explicité, y compris par rapport à son objectif et à sa portée. Dans l'ensemble, la terminologie employée dans le texte devrait encore être simplifiée, notamment en définissant plus clairement les types de technologies et d'entreprises visées. Il conviendrait en outre de préciser à qui s'adressent les diverses dispositions, en établissant une distinction entre les différents rôles et responsabilités des États et des acteurs non étatiques. Il faudrait ajouter expressément des renvois à des instruments normatifs antérieurs du CDMSI et s'en

inspirer, par exemple en faisant état d'études d'impact sur les droits de l'homme et du droit des utilisateurs à l'autodétermination informationnelle. La responsabilisation des utilisateurs devrait être davantage soulignée dans le texte, tout comme la nécessité absolue d'exigences de transparence plus strictes, y compris en tant que grands principes réglementaires. La sous-partie sur l'éventail des parties concernées devrait tenir compte des limites jusqu'à présent constatées, dans la mesure où les processus sont souvent opaques et où la participation de la société civile à la prise de décision réelle est encore fluctuante. Une plus grande responsabilité serait nécessaire et il faudrait exiger davantage d'informations sur la manière dont il a été tenu compte des consultations dans le résultat.

7. Le MSI-DIG accepte de poursuivre ses travaux sur les résultats attendus en parallèle, conformément au projet de feuille de route (annexe 3).

8. Le MSI-DIG décide de continuer à inviter d'autres partenaires et parties prenantes à ses réunions, conformément à son mandat.

### **Questions diverses**

9. Le MSI-DIG décide de tenir sa prochaine réunion en mars 2021 à Strasbourg.

10. Le Secrétariat élaborera un projet de rapport de réunion qui sera soumis à l'examen de la présidente et du vice-président. Il enverra ensuite ce projet aux membres du MSI-DIG qui disposeront de cinq jours ouvrables complets pour soumettre leurs observations. En l'absence d'observations, le rapport sera considéré comme final et transmis au CDMSI pour information. L'état d'avancement des travaux du MSI-DIG sera pris en compte dans les projets de documents et les rapports de réunion du comité. Il est donc jugé inutile d'établir des rapports d'ensemble des réunions.

**Annexe 1****Ordre du jour****15 septembre 2020****10:00 – 12:30**

1. Ouverture de la réunion par Patrick Penninckx, Chef du Service de la société de l'information
2. Informations du Secrétariat – brève introduction aux méthodes de travail et aux procédures des comités intergouvernementaux et des organes subordonnés (Résolution [CM/Res\(2011\)24](#)). Informations sur les travaux normatifs et de référence pertinents du Conseil de l'Europe relatifs à la liberté d'expression et aux technologies numériques
3. Tour de table
4. Élection du(de la) président(e) et du(de la) vice-président(e) et nomination du Rapporteur sur l'égalité de genre

**14:00 – 16:30**

5. Discussion du projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques vers des cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de corégulation de la modération de contenu

**16 septembre 2020****10:00 – 12:30**

6. Discussion du projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression

**14:00 – 16:30**

7. Poursuite du point 6
8. Discussion de la feuille de route pour le MSI-DIG en 2020 et 2021
9. Autres questions

**Appendix 2 / Annexe 2**

**List of confirmed participants**  
**Liste des participants confirmés**

**COMMITTEE MEMBERS / MEMBRES DU COMITÉ**

**Alexandra BORCHARDT**, Co-Rapporteur for the draft recommendation / Co-Rapportrice pour le projet de recommandation

Head of Digital Journalism Fellowship, Hamburg Media School; Senior Research Associate, Reuters Institute for the Study of Journalism

*Responsable de la bourse de journalisme numérique, École des médias de Hambourg ; Associée de recherche principale, Institut Reuters pour l'étude du journalisme*

**Natali HELBERGER**, Chair of MSI-DIG / Présidente du MSI-DIG

Professor of Law and Digital Technology, with a special focus on AI, University of Amsterdam, The Netherlands

*Professeure de droit et de technologie numérique, avec un accent particulier sur l'IA, Université d'Amsterdam, Pays-Bas*

**Fanny HIDVÉGI**

Europe Policy Manager, Access Now

*Responsable de la politique européenne, Access Now*

**Michael R. KOGLER**, Gender Equality Rapporteur / Rapporteur sur l'égalité de genre

Legal advisor, Deputy Head of Department for Media (Law), Political Parties (Law), Federal Chancellery, Austria

*Conseiller juridique, Chef adjoint, Département des médias (Droit), des partis politiques (Droit), Chancellerie fédérale, Autriche*

**Đorđe KRIVOKAPIC**

Assistant Professor, Business Systems Organisation Department, Faculty of Organisational Sciences, University of Belgrade

*Professeur assistant, Département d'organisation des systèmes d'entreprise, Faculté des sciences organisationnelles, Université de Belgrade*

**Aleksandra KUCZERAWY**

Post-doctoral Researcher, Lecturer in Media Law, KU Leuven Centre for Information Technology & Intellectual Property Law

*Chercheuse postdoctorale, Conférencière en curriculum de droit des médias, Centre de droit de l'informatique et de la propriété intellectuelle de la KU Leuven*

**Joe McNAMEE**, Rapporteur for the guidance note / Rapporteur pour la note d'orientation

Independent Consultant, Ireland

*Consultant indépendant, Irlande*

**Viktors MAKAROVS**, Vice-Chair of MSI-DIG/ Vice-président du MSI-DIG

Special Envoy on Information Security Issues, Ministry of Foreign Affairs, Latvia

*Envoyé spécial pour les questions de sécurité de l'information, Ministère des affaires étrangères, Lettonie*

**Martin MOORE**

Senior Lecturer in Political Communication Education & Director of the Centre for the Study of Media, Communication and Power, King's College London

*Maître de conférences en éducation à la communication politique et Directeur du Centre pour l'étude des médias, de la communication et du pouvoir, King's College de Londres*

**Katie MORRIS**

Head of Online Harms Regulatory Policy, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS), United Kingdom

*Responsable de la politique de réglementation des préjudices en ligne, Département pour le numérique, la culture, les médias et le sport (NCMS), Royaume-Uni*

**Karmen TURK**

Partner at a pan-Baltic law firm TRINITI, Estonia; lecturer in IT-Law program, University of Tartu, Estonia

*Avocate et associée d'un cabinet juridique pan-balte TRINITI, Estonie ; Conférencière en curriculum de droit informatique, Université de Tartu, Estonie*

**Cristian VACCARI**, Co-Rapporteur for the draft recommendation / Co-Rapporteur pour le projet de recommandation

Professor of Political Communication and Co-Director of the Centre for Research in Communication and Culture at Loughborough University

*Professeur de communication politique et co-directeur du Centre de recherche en communication et culture de l'université de Loughborough*

**Livia WALPEN**

Senior Policy Advisor for International Relations at the Swiss Federal Office of Communications **Apologised**

*Conseillère politique principale pour les relations internationales à l'Office fédéral suisse de la communication **Excusée***

## **COUNCIL OF EUROPE MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

### AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

**Javid MUSAYEV**

Head of the division of the State communication policy, Department for the Work with NGOs and Communication, Administration of the President of the Republic of Azerbaijan

*Chef de la division de la politique de communication de l'Etat, Département pour le travail avec les ONG et la communication, Administration du Président de la République d'Azerbaïdjan*

### CYPRUS / CHYPRE

**Elena FYSENTZOU**

Press and Information Officer, Press and Information Office of Cyprus

*Attachée de presse et d'information, Bureau de presse et d'information de Chypre*

DENMARK / DANEMARK

**Laura HVASS JØRGENSEN**

Danish Ministry of Justice  
*Ministère de la justice du Danemark*

ITALY / ITALIE

**Daniele LOI**

Deputy to the Permanent Representative, First Secretary, Permanent Representation of Italy to the Council of Europe  
*Adjoint au Représentant permanent, Premier secrétaire, Représentation permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe*

ROMANIA / ROUMANIE

**Ştefan JICOL**

Director general, General Directorate of Public Policies, General Secretariat of the Government of Romania  
*Directeur général, Direction générale des politiques publiques, Secrétariat général du gouvernement de la Roumanie*

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

**Alexey PEREVOSHCHIKOV**

Deputy Director of the Directorate of International Relations of the All-Russian State Television and Radio Broadcasting Company  
*Directeur adjoint de la Direction des relations internationales de la Société nationale de télévision et de radiodiffusion de Russie*

**Alexey SAZHINOV**

Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe  
*Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe*

SERBIA / SERBIE

**Maja ZARIC**

Media Advisor, Media Department, Ministry of Culture and Information of the Republic of Serbia  
*Conseillère en médias, Département des médias, Ministère de la culture et de l'information de la République de Serbie*

SWITZERLAND / SUISSE

**Jorge CANCIO**

International Relations Specialist, Federal Office of Communications (OFCOM) – Switzerland  
*Spécialiste en relations internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM) – Suisse*

## TURKEY / TURQUIE

**Candaş AYNAGÖZ**

Assistant Expert, Official from Radio and Television Supreme Council, Ankara  
*Expert adjoint, fonctionnaire du Conseil supérieur de la radio et de la télévision, Ankara*

**Tolga BAŞBOZKURT**

Rapporteur Judge, Court of Cassation Judge  
*Juge rapporteur, Juge à la Cour de cassation*

**Ahmet Metin GÖKLER**

Counsellor (Rapporteur Judge), Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe  
*Conseiller (Juge rapporteur), Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe*

**Dinser ŞAHİN**

Deputy Head of International Relations Department, Ankara  
*Chef adjoint du Service des relations internationales, Ankara*

**Mehmet Zübeyr ŞENGÜL**

Expert, Official from Radio and Television Supreme Council, Ankara  
*Expert, Fonctionnaire du Conseil supérieur de la radio et de la télévision, Ankara*

**Yakup YILDIRIM**

Counsellor (Rapporteur Judge), Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe  
*Conseiller (Juge rapporteur), Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe*

**Taha YÜCEL**

Member of Radio and Television Supreme Council, Ankara  
*Membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Ankara*

## UKRAINE

**Gulsanna MAMEDIEVA**

Director of Directorate for European Integration of the Ministry of Digital Transformation  
*Directrice de la Direction de l'intégration européenne du ministère de la transformation numérique*

**Oleksii TARABUKIN**

Head of the General Department for Information Policy and Information Security from the Ministry of Culture and Information Policy of Ukraine  
*Chef du Département général de la politique de l'information et de la sécurité de l'information du ministère ukrainien de la culture et de la politique de l'information*



**NON-MEMBER STATES HAVING OBSERVER STATUS WITH THE COUNCIL OF  
EUROPE /  
ETATS NON-MEMBRES AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU CONSEIL  
DE L'EUROPE**

MEXICO

**Lorena ALVARADO QUEZADA**

Deputy Permanent Observer, Permanent Mission of Mexico to the Council of Europe  
*Adjointe à l'Observateur Permanent, Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe*

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**Nikita AGGARWAL**

Research Associate, Digital Ethics Lab, Oxford Internet Institute, Faculty of Law, University of Oxford

*Associé de recherche, Laboratoire d'éthique numérique, Institute Internet d'Oxford, Faculté de droit, Université d'Oxford*

**Isabel AMOSSE**

Head of Advocacy, Reporters without Borders (RSF), Paris  
*Responsable du plaidoyer, Reporters sans Frontières (RSF), Paris*

**Guilherme CANELA**

Chief of Freedom of Expression Section, UNESCO  
*Chef de la Section de la liberté d'expression, UNESCO*

**Jennyfer CHRETIEN**

General Delegate, Digital Renaissance, Paris  
*Déléguée Générale, Renaissance Numérique, Paris*

**Lisa DITTMER**

Advocacy Officer for Internet Freedom, Reporters without Borders (RSF), Germany  
*Responsable de la défense de la liberté sur Internet, Reporters sans Frontières (RSF), Allemagne*

**Nicola FRANK**

Head of Institutional and International Relations, European Broadcasting Union (EBU)  
*Responsable des relations institutionnelles, Union Européenne de Radio-Télévision (UER)*

**Julia HAAS**

Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)  
*Chargée de projet adjoint, Bureau du Représentant pour la liberté des médias, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)*

**Xianhong HU**

Program Specialist, Sector of Digital Transformation, UNESCO  
*Spécialiste de programme, secteur de la transformation numérique, UNESCO*

**Per IBOLD**

Minister Counsellor, Delegation of the European Union to the Council of Europe  
*Ministre conseiller, Délégation de l'Union européenne auprès du Conseil de l'Europe*

**Louisa KLINGVALL**

Policy Officer, European Commission, Directorate General Justice and Consumers Unit C.2  
Fundamental rights Policy  
*Responsable des politiques, Commission européenne - Direction générale de la justice et des consommateurs Unité C.2 Politique des droits fondamentaux*

**Cornelia KUTTERER**

Senior Director, European Government Affairs, Rule of Law & Responsible Tech, Microsoft  
*Directrice principale, Affaires gouvernementales européennes, État de droit et technologie responsable, Microsoft*

**Elise LASSUS**

Research Officer, Research & Data Unit, European Union Agency for Fundamental Rights  
*Chargée de recherche, Unité Recherche et données, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne*

**Evdoxia NERANTZI**

Government Affairs Coordinator, CELA, Corporate, External and Legal Affairs  
*Coordinatrice des affaires gouvernementales, CELA, Affaires générales, externes et juridiques*

**Lennig PEDRON**

ICON, Co-founder & President, Switzerland  
*ICON, co-fondateur et président, Suisse*

**Mehdi RAFENNE**

Chargé de mission, Digital Renaissance, Paris  
Chargé de mission, Renaissance Numérique, Paris

**David REICHEL**

Research Officer, Research & Data Unit, European Union Agency for Fundamental Rights  
*Chargé de recherche, Unité Recherche et données, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne*

**Maria Luisa STASI**

Senior Legal Officer, Article 19, Defending freedom of expression and information, United Kingdom  
*Conseillère juridique principale, Article 19, Défendre la liberté d'expression et d'information, Royaume-Uni*

**Iris de VILLARS**

Head of Tech Desk, Reporters without Borders (RSF), Paris  
*Chef du Tech Desk, Reporters sans Frontières (RSF), Paris*

**Diana VLAD-CÂLCIC**

Directorate-General for Communication Networks, Content and Technology, e-commerce & Platforms, European Commission  
*Direction générale des réseaux de communication, du contenu et de la technologie, du commerce électronique et des plates-formes, Commission Européenne*

**Sandra WACHTER**

Personal Assistant Sophie Cray, Associate Professor and Senior Research Fellow, Oxford Internet Institute, University of Oxford

*Assistante personnelle de Sophie Cray, professeure associée et chercheuse principale, Institut d'Internet d'Oxford, Université d'Oxford*

**Deniz YAZICI**

Adviser, Office of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE), Representative on Freedom of the Media

*Conseiller, Bureau du Représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la liberté des médias*

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / *SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE***

**Patrick PENNINCKX**

Head of Information Society Department

*Chef du Service de la société de l'information*

**Artemiza-Tatiana CHISCA**

Head of Media and Internet Division, Secretary to the Steering committee on media and information society (CDMSI), Information Society Department

*Chef de la Division médias et internet, Secrétaire du Comité directeur sur les médias et la société d'information (CDMSI), Service de la société de l'information*

**Charlotte ALTENHÖNER-DION**

Secretary to MSI-DIG, Head of Internet Governance Unit, Media and Internet Division, Information Society Department

*Secrétaire du MSI-DIG, Chef de l'Unité gouvernance de l'internet, Division médias et internet, Service de la Société de l'information*

**Dominique WULFRAN**

Assistant, Media and Internet Division, Information Society Department

*Assistante, Division médias et internet, Service de la société de l'information*

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

**Gillian WAKENHUT**

**Katia DI STEFANO**

**Annexe 3****Feuille de route du MSI-DIG****2020****15-16 septembre****1<sup>ère</sup> réunion du MSI-DIG**

Présentation des méthodes de travail et des processus  
 Élection du président et du vice-président, nomination d'un rapporteur  
 Examen du champ d'application et des principales questions à couvrir

**29 septembre****19<sup>e</sup> réunion du Bureau du CDMSI**

Rapport sur la 1<sup>re</sup> réunion du MSI-DIG

**24-26 novembre****20<sup>e</sup> réunion plénière du CDMSI**

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du MSI-DIG, orientations données par le CDMSI sur les résultats attendus et le calendrier.

**2021****17-18 mars (à déterminer)****2<sup>e</sup> réunion du MSI-DIG**

Examen de l'avant-projet de recommandation sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression  
 Examen de l'avant-projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques de modération des contenus, finalisation éventuelle  
 Accord tendant à consulter les comités directeurs et conventionnels compétents et à mener des consultations ouvertes avec d'autres parties prenantes sur le projet de recommandation

**Avril****20<sup>e</sup> réunion du Bureau du CDMSI**

Rapport sur la deuxième réunion du MSI-DIG et état d'avancement global des travaux. Invitation faite aux membres du CDMSI de donner des informations en retour sur les projets de documents à la réunion plénière

**Juin****21<sup>e</sup> réunion plénière du CDMSI**

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du MSI-DIG et informations en retour du CDMSI sur les projets de documents et la contribution à ces derniers. Finalisation éventuelle du projet de note d'orientation. Accord tendant

à consulter les comités directeurs conventionnels compétents et à mener des consultations ouvertes avec d'autres parties prenantes sur le projet de recommandation.

**Septembre****3<sup>e</sup> réunion du MSI-DIG**

Examen et finalisation du projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression, compte tenu des observations formulées lors des consultations publiques.

Examen et finalisation de la note d'orientation sur les meilleures pratiques relatives à la modération des contenus.

**Octobre****21<sup>e</sup> réunion du Bureau du CDMSI**

Rapport sur la troisième réunion du MSI-DIG et état d'avancement global des travaux. Examen du projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression et décision de soumettre le projet à l'approbation du CDMSI réuni en plénière. Examen et finalisation du projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques relatives à la modération des contenus.

**Novembre****22<sup>e</sup> réunion plénière du CDMSI**

Approbation du projet de recommandation du Comité des Ministres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression pour soumission au Comité des Ministres à l'issue des dernières vérifications de nature rédactionnelle et juridique.